

la politique nationale
changeront leurs
amis de retourner

ions provinciales
M: Blake insista
la question de la
l ne faudrait pas
qu'il eut fait ses

alors, à laquelle
ant :

nationale, non pas
par exemple, que la
de sincérité, car il
r un certain temps,
r notre mal, dans
te majorité ne soit
ndique, cette majo-
ent dans la politi-
t ayant eu lieu, je
la leçon de notre
ter aux leçons pro-
x arguments fondés
e sera pris sage de
optée.

COUTEAUX

a politique fiscale
neus qu'elle n'est
propres paroles de
ake depuis, si ce
ne *fas*, non-seule-
essaire, mais lors-
mettent qu'il fonc-
ouissant levier de

district de Mont-

réal se réunirent, le 29 mars 1881, pour essayer de galvaniser leur parti, sous les auspices de M. Blake, venu expressément pour l'occasion. En cette circonstance, M. Mercier, alarmé des effets que pouvaient avoir les déclarations libres-échangistes de ses chefs, fit les observations suivantes dans le but de calmer l'opinion publique :

Quand nous sommes tombés du pouvoir, les revenus n'étaient pas assez élevés pour faire face aux légitimes besoins du gouvernement, et ils devaient être augmentés pour mettre fin aux déficits qui se multipliaient. Mais les conservateurs n'ont pas su se tenir dans les limites raisonnables, et ils ont élevé le tarif d'une manière exagérée.

"Pourtant, il faut être juste, cette augmentation, quelque considérable qu'elle fut dans son principe, n'a pas eu un mauvais résultat; elle a mis fin aux déficits, si on en croit sir Léonard Tilley, et elle a déçu les capitalistes à placer des sommes considérables dans les manufactures."

Mon opinion est que le parti libéral devra se rappeler ces deux résultats avant de modifier le tarif, et ne rien faire sans consulter l'opinion des hommes d'affaires et des manufacturiers qui, en définitive, doivent avoir quelque chose à dire sur un sujet qui les intéresse à un si haut degré. Non que leur opinion doive prévaloir seule, j'ai trop de respect pour le peuple en général pour dire une chose semblable, mais ce que je veux dire, c'est que les vues et les intérêts des hommes d'affaires doivent nécessairement être respectés quand il s'agit de modifications importantes dans le tarif, car, faites légèrement et brusquement, elles peuvent ruiner ces intérêts sans soulager le peuple, et causer des perturbations commerciales fort dangereuses dans un pays où tous les intérêts sont si intimement liés les uns aux autres.

ENCROUTÉS DANS L'ERREUR.

Cette déclaration de M. Mercier n'est nullement autorisée et ne peut avoir pour effet de tromper que ceux qui veulent bien se laisser tromper. Si l'on veut connaître les véritables intentions du parti libéral au sujet du tarif, qu'on lise la déclaration suivante que M. Blake a été amené à faire l'an dernier dans le cours d'un débat aux Communes sur la question de l'émigration :